

Au royaume des naïfs, les cyniques sont rois !

ENSEMBLE, marquons des points ! Tel est le thème de l'affiche — qui mériterait de figurer dans une anthologie de l'humour noir — dont le Parti socialiste, dans la perspective des municipales, placarde les murs.

De quels points s'agit-il ? De ceux marqués par la loi visant à « effacer les dernières séquelles de la guerre d'Algérie » ? Alors que le Parti socialiste s'est opposé à ce que les généraux putschistes soient intégrés dans l'amnistie, le gouvernement semble décidé à contourner l'obstacle. En usant du trop célèbre article 49, alinéa 3, qui permet de faire adopter un projet de loi sans vote, dès lors qu'une motion de censure n'est pas déposée. Comme on imagine mal le groupe parlementaire socialiste user de la motion de censure contre le gouvernement, cette manière forte qu'autorise la Constitution de 1958 ne peut qu'aboutir. Bel exemple de respect d'un engagement qui était de redonner son rôle au Parlement ! Et pour quelle cause ! Celle qui consiste à amnistier les responsables de la tentative de coup d'Etat fasciste afin de les réintégrer dans leurs « grades »...

S'agit-il des points marqués par la politique économique et sociale du gouvernement ? Au nom de la rigueur, depuis l'été, le gouvernement a multiplié les concessions et les cadeaux au patronat : blocage des salaires, démantèlement des systèmes d'indexation des salaires sur les prix, réforme de la Sécurité sociale, freinage de l'augmentation promise du SMIC, économies sur l'indemnisation du chômage, fiscalisation des allocations familiales, aides et subsides aux entreprises... Tout va dans le même sens et aboutit dans les mêmes poches : celles du patronat.

Comment ne pas voir qu'une telle politique est en totale contradiction avec ce pourquoi la majorité actuelle a été élue ? Nul ne le conteste, la victoire électorale sans précédent du PS et du PCF voulait dire une chose : les Français, dans leur majorité, se sont prononcés pour une politique qui rompt avec celle de Giscard-Barre, qui permet de finir avec le chômage et l'austérité.

Comment justifier un tel retournement ? Au nom d'une chimère : le compromis avec le patronat et la droite. Compromis qui inclut les concessions répétées au patronat et les propositions aguicheuses aux généraux d'extrême droite.

C'est oublier qu'à ce jeu le gouvernement sape, chaque jour un peu plus, la base sociale sur laquelle il s'appuie : le soutien que lui apportent les travailleurs. C'est ne pas voir que le patronat, lui, n'est pas friand de compromis. Il poursuit un plan implacable : contraindre la majorité à appliquer une politique anti-ouvrière de plus en plus brutale qui, tout à la fois, profite aux patrons et affaiblit la majorité. Et, ainsi, créer les conditions du retour en force de la droite.

Au royaume des naïfs, les cyniques sont rois ! Plus le gouvernement cède, plus le patronat peut se montrer exigeant et arrogant. La provocation que représente la rupture des négociations sur l'UNEDIC est une véritable leçon de choses. Confronté à un chômage de plus en plus gigantesque, dont il est responsable, le patronat ne veut plus payer sa part dans l'indemnisation des chômeurs. En dénonçant la convention de l'UNEDIC, il se retire du jeu. Il sait pertinemment que les directions syndicales se garderont d'en appeler à la mobilisation des travailleurs et que le gouvernement sera obligé de prendre la responsabilité

de décréter des « économies » sur le dos des chômeurs. Profit économique et bénéfice politique : le CNPF empoche le tout !

Le 14 décembre, à l'occasion des « Etats généraux » du patronat français, le CNPF va pouvoir hausser la barre et taper du poing sur la table. Car l'état-major de la bourgeoisie française peut se targuer d'avoir, dans une situation qui lui était défavorable, marqué des points, aplanissant ainsi le terrain devant la droite. Celle-ci lors des municipales, est appelée à prendre le relais. Relais dans une offensive contre la majorité PS-PCF qui doit, à terme, conduire à jeter bas le gouvernement, afin de tourner la page ouverte le 10 mai 1981.

Mais si, jusqu'à présent, cette offensive se développe avec tant de facilité, c'est que les directions du PS et du PCF, plutôt que d'y faire barrage, n'ont cessé de céder devant elle. Sans prendre en compte que chaque point marqué par le CNPF c'est un coup encaissé par les travailleurs ; que chaque mesure anti-ouvrière qui passe dans les faits est un bonus pour la droite.

La réplique, ce sont les travailleurs et eux seuls qui peuvent la donner. Pour bloquer l'offensive patronale, pour clouer le bec à la droite, il faut la mobilisation ouvrière. Pour refuser que les travailleurs fassent les frais du compromis pourri avec le patronat. Pour contester au CNPF le privilège d'occuper le devant de la scène.

Le 14 décembre, face à l'arrogance patronale, la réponse devrait être une vigoureuse manifestation, appelée dans l'unité par tous les syndicats et partis ouvriers, afin de dire au CNPF : « Assez de provocations, assez d'exigences, il faut la satisfaction des revendications des travailleurs, il faut le changement ! »

Une telle mobilisation, une telle affirmation de la force unie des travailleurs permettrait de ramener à leur juste proportion les rodomontades du CNPF et des ci-devant du régime balayé le 10 mai.

■